

Au-delà de l'information, par Ferdinando Riccardi:

Union pour la Méditerranée: une naissance entre équivoques et malentendus

La rhétorique et la réalité. La cérémonie parisienne de ce dimanche pour la naissance de l'Union pour la Méditerranée sera sans doute un succès médiatique. L'afflux de personnalités sera somptueux, l'écho dans les media sera considérable. Les suites, les résultats, on les évaluera plus tard. Malgré les ajustements radicaux apportés au projet depuis son lancement, les perplexités subsistent. Chez les pays tiers méditerranéens, l'enthousiasme est modéré ; et cet adjectif est un euphémisme. En fait, les réticences et une certaine méfiance sont plus évidentes que les attentes et la confiance. Les discours officiels seront chaleureux et parfois enflammés comme il se doit. Mais les décisions seront modestes: elles ne porteront que sur les instruments à mettre en place, sur la machinerie institutionnelle et bureaucratique à créer.

Pour cet aspect, personne ne sera déçu. Quatre mesures sont annoncées: a) réunions au sommet (chefs d'État ou de gouvernement) tous les deux ans ; b) installation d'une coprésidence, avec un président du côté de l'UE, un président du côté des pays tiers méditerranéens ; c) création d'un secrétariat mixte ayant des fonctions opérationnelles ; d) création d'un Comité conjoint permanent installé à Bruxelles, chargé de préparer les réunions politiques (ministérielles et Sommet). Mais la cérémonie parisienne ne tranchera pas les points controversés concernant la nomination des deux coprésidents et les règles pour la rotation future, ni le siège du secrétariat. Ce sont des points politiquement délicats ; par exemple: comment insérer Israël dans la rotation de la coprésidence ? Pour ne pas envenimer la cérémonie solennelle, il est prévu de confier ces aspects à la première réunion ministérielle, programmée pour novembre à Marseille. La nouvelle Union sera ainsi en mesure de fonctionner, les nouvelles instances s'ajoutant aux instruments qui existent déjà au titre des accords bilatéraux et du processus de Barcelone. Bureaucrates et diplomates ne risquent pas le chômage.

Projets vagues. L'autre décision de la cérémonie parisienne indiquera l'activité future. Un certain nombre de projets communs seraient annoncés, concernant: la dépollution de la Méditerranée ; les transports (maritimes et terrestres) et leurs infrastructures ; la protection civile (face, par exemple, aux incendies de forêts). Quelques lecteurs se rappelleront en avoir déjà entendu parler par le passé. C'est vrai, ils sont en chantier depuis longtemps ; l'espoir est que la nouvelle Union donne un coup de fouet à leur réalisation, ce qui est problématique aussi longtemps que les conflits dans la rive sud ne sont pas apaisés. D'autres projets pourraient être envisagés entre un nombre limité de pays: il est question d'une initiative italo-espagnole pour les PME (petites et moyennes entreprises) et de nouveaux organismes culturels.

Une Union supplémentaire est-elle nécessaire à cet effet ? On peut se le demander, d'autant plus que l'aspect financier et budgétaire demeure flou. Les conclusions de Paris feront état de nombreuses pistes: dotations budgétaires, financements nationaux, rôle de la BEI ou création d'une nouvelle banque, appel à des capitaux d'autres pays arabes ou d'ailleurs, etc. Mais aucune dotation budgétaire spécifique n'est prévue.

Les perplexités et une certaine méfiance subsistent dans plusieurs pays. Du côté de l'UE, les divergences, très vives au départ, ont été aplanies. Les partisans de la nouvelle Union misent sur la relance de l'intérêt politique pour la coopération euro-méditerranéenne et sur une concrétisation plus large et plus efficace des objectifs du processus de Barcelone dans un cadre renouvelé.

Les perplexités et hésitations des pays tiers méditerranéens subsistent et elles ont plusieurs causes:

a) diversité des objectifs dans les relations avec l'UE (adhésion pour la Turquie, un lien spécial exclusif pour le Maroc, une zone de libre-échange déjà largement réalisée pour la Tunisie, un partenariat énergétique pour l'Algérie, la participation aux politiques communes de l'UE pour Israël, etc.) ; b) inexistence du libre-échange entre eux, ce qui rend indispensables des relations bilatérales différenciées de chacun avec l'UE (la Turquie est déjà en Union douanière, la Tunisie et d'autres pays progressent vers un libre-échange bilatéral, l'Algérie n'en veut pas, etc.) ; c) volonté de préserver les soutiens budgétaires individuels de l'UE et d'autres arrangements bilatéraux que personne ne souhaite mettre en commun (en matière de coopération et d'immigration, par exemple). La Libye, quant à elle, rejette le principe même de l'Union pour la Méditerranée, en estimant qu'elle aurait le résultat de casser à la fois la solidarité entre les pays arabes (dont une grande partie ne participera pas à la nouvelle Union) et la solidarité africaine, à laquelle elle se dit très attachée.

Certes, quelques pressions politiques, quelques concessions et le respect des règles diplomatiques de bienséance ont amené la quasi-totalité des chefs d'État ou de gouvernement à annoncer leur présence à la cérémonie parisienne. La Turquie a maintenu une position d'attente ; seule la Libye a rejeté l'invitation ; sa présence aurait été difficilement compréhensible, car l'Union pour la Méditerranée s'inscrit en définitive dans le cadre du processus de Barcelone, dont la Libye ne fait pas partie.

Le monde universitaire confirme et explique les divergences

Une conférence organisée mardi à Bruxelles par l'IED (Institute of European Democrats) a confirmé et en partie expliqué, dans un langage ouvert et non diplomatique, les différences d'approche et les réticences.

L'élément essentiel était la participation de représentants du monde universitaire de quelques pays tiers méditerranéens: Fouad Ammor, du GERM (Groupement d'études et de recherches sur la Méditerranée) de Rabat ; Ahmed Driss, directeur du Centre pour les études méditerranéennes de Tunis ; Virginie Collombier, détachée à Alexandrie par l'Institut d'études et de recherche sur le monde arabe et méditerranéen d'Aix-en-Provence ; Ozgul Erdemli, de l'INSIDE Consulting d'Istanbul. J'ai été frappé par leur indépendance et leur franchise (ils n'hésitaient pas à critiquer les autorités de leurs pays), ainsi que par la sérénité et l'équilibre avec lesquels ils exposaient leurs opinions, sans les outrances et le fanatisme parfois constaté dans les milieux universitaires européens. Mais ces opinions n'étaient pas uniformes, loin de là.

M. Ammor a amèrement regretté et vivement critiqué l'abandon, par le projet d'Union pour la Méditerranée, du volet éthique et politique, qui est à la base de la déclaration de Barcelone. La «politique de voisinage» représentait déjà, à son avis, un recul. À présent, la nouvelle Union laisse de côté la démocratisation, les droits de l'homme, la liberté d'expression, la bonne gouvernance. Elle s'occupera d'électricité, d'infrastructures, etc. Mais la stabilité et la prospérité durables ont besoin d'autre chose. L'adhésion aux valeurs fondamentales a été oubliée, elle n'existe plus. Dialoguer, faire quelque chose ensemble, c'est utile, mais ne changera pas l'essentiel si les grands objectifs sont négligés.

Mme Collombier, en décrivant les réactions en Égypte, a pris la position opposée. Dans ce pays, la perception initiale du projet avait été généralement négative, car il paraissait excessivement théorique et doctrinaire. Ce qui a plu ensuite aux milieux politiques et encore plus aux milieux économiques, ce sont le pragmatisme, l'objectif de la croissance, les investissements, les infrastructures, l'énergie, l'égalité entre les partenaires. Et aussi le principe de projets à «géométrie variable», entre des groupes limités de pays ayant un intérêt commun spécifique, ainsi que la participation directe du secteur privé aux réalisations. On ne peut pas encore parler, selon Mme

Collombier, d'une adhésion de l'opinion publique, qui n'en sait rien ; mais les autorités et le monde des affaires sont à présent favorables. Ils n'attendent pas beaucoup de l'Europe du point de vue des libertés, qui sont une question essentiellement interne, mais ils espèrent des résultats concrets.

De son côté, M. Driss attribue à la nouvelle Union un seul mérite: avoir placé la Méditerranée au centre de l'actualité politique. Pour le contenu, il n'y a rien de nouveau. Le projet, tel qu'il s'est transformé au cours des mois, n'est plus le projet-Sarkozy qui avait des objectifs politiques ; il ne reste que l'objectif de relancer quelques réalisations. Le tournant a été, à son avis, l'abandon de la «conditionnalité»: la démocratisation et les réformes, on n'en parle plus. Et le caractère bilatéral des relations (l'UE d'un côté, chaque pays méditerranéen individuellement considéré de l'autre) subsistera: le coprésident commun représentant les pays tiers méditerranéens en fait ne représentera rien ; son rôle sera théorique, tellement sont forts les divisions, voire les conflits. Il n'y a que les relations bilatérales de chacun avec l'UE qui fonctionnent, même si, dans la plupart des cas, la population et le monde de la culture ne jouent presque aucun rôle.

Mme Erdemli a affirmé que, pour la Turquie, l'objectif de la nouvelle Union n'est pas clair, le message est flou. Malgré les assurances officielles sur l'absence d'interférence avec l'objectif de l'adhésion, la Turquie se méfie, en constatant que M. Sarkozy réaffirme son opposition à l'adhésion et que Mme Merkel parle à présent d'un « partenariat privilégié ». Pour Ankara, l'adhésion est incomparablement plus importante que cette Union ; déjà la «politique de voisinage» avait représenté de son point de vue un pas en arrière. Le secteur privé et les milieux des affaires ne voient pas où se situerait la valeur ajoutée par rapport à ce qui déjà existe, et de toute manière les liens avec les pays voisins les intéressent beaucoup plus que ceux avec les pays de la rive sud de la Méditerranée. Certains projets concrets peuvent être intéressants, mais ils n'ont pas besoin d'une Union. Une approche réductive des relations avec l'UE ne sera pas acceptée par la Turquie.

Le parlementaire italien Sandro Gozi (qui a été un collaborateur étroit de Romano Prodi lorsque celui-ci présidait la Commission européenne) a estimé que, pour le moment, la Méditerranée n'est pas une «mer de collaboration» mais une « mer de division ». Comment édifier une Union à 43 membres, si aucune unité n'existe entre les pays tiers concernés, et si l'UE n'a pas de politique extérieure crédible ? Il faut commencer par des réalisations communes modestes mais symboliques, comme la libre circulation des étudiants et des hommes d'affaires, la coopération entre les entreprises. Les projets trop ambitieux ne sont pas réalistes.

(F.R.)

COPYRIGHT AGENCE EUROPE©